

COLOMBIE, ESPAGNE, SALVADOR ET USA IMPLIQUÉS

## Révélations sur les pays qui ont soutenu le putsch anti-Chavez



Jorge Castañeda, ancien ministre des Affaires étrangères du Mexique, et Miguel Angel Moratinos, actuel ministre des affaires étrangères d'Espagne, ont révélé que l'Espagne, la Colombie et le Salvador étaient impliqués aux côtés des États-Unis dans le coup d'État avorté qui renversa le président élu du Venezuela, Hugo Chavez, en avril 2002. Ce sont le Mexique et la France qui ont fait obstacle à la reconnaissance internationale des golpistes. Ces confirmations officielles ont fait l'effet d'une bombe en Espagne et dans toute l'Amérique latine.

page 2

### Israël : une rhétorique à double tranchant

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

De nombreux analystes adoptent le slogan israélien : « la mort de Yasser Arafat offre une opportunité pour la relance du processus de paix ». Ils espèrent ainsi prendre le gouvernement Sharon à son propre piège, lui qui affirmait qu'Arafat bloquait le processus de paix. Cependant, ceux qui s'expriment ainsi, comme Javier Solana et James Baker aujourd'hui, avalisent la rhétorique israélienne.

page 6

REPÈRE : 6 DÉCEMBRE 1989

### Marc Lépine, combattant du patriarcat de droit divin

A Montréal, au Québec, le jeune Marc Lépine est un amateur de films de guerre et collectionneur de littérature « gore ». Violent et dominateur, ses copines ne restent généralement pas très longtemps avec lui - il en conclut que les femmes modernes sont perverties par le féminisme. En contact avec une église fondamentaliste US qui prêche le patriarcat de droit divin, Marc dévore la littérature affirmant que le féminisme est un complot gauchiste pour castrer les hommes. Quand son amie du moment lui annonce qu'elle a effectué une IVG, il voit rouge. Le 6 décembre 1989, armé d'un fusil automatique, il fait irruption dans un amphithéâtre de l'université de Montréal aux cris de « Feminazis assassins ». Il sépare les hommes des femmes et ouvre le feu sur le groupe d'étudiantes, en tuant 14 avant de se suicider. Dans sa lettre d'adieu il avait écrit : « Je dois mettre ces viragos hors d'état de nuire... et sauver la race masculine. Les féministes ont gâché ma vie. » Le pasteur fondamentaliste Jerry Falwell, auteur des pamphlets ayant inspiré Lépine, niera toute implication. ■



### GEORGE GALLOWAY GAGNE SON PROCÈS EN DIFFAMATION CONTRE LE « DAILY TELEGRAPH »

La Haute Cour de Londres a rendu son jugement définitif, le 2 décembre 2004, dans l'affaire opposant le député George Galloway au *Daily Telegraph*. Cette procédure complexe aura coûté 1 200 000 livres au journal, dont 150 000 livres à verser au plaignant au titre des dommages et intérêts pour diffamation. Le quotidien, qui appartenait au moment des faits au Groupe Hollinger de Lord Black, Richard Perle et Henry Kissinger, avait accusé le parlementaire d'avoir été corrompu par Saddam Hussein qui l'aurait rétribué en barrils de pétrole. Pour preuve de ses dires, le *Telegraph* avait publié des documents internes de l'administration irakienne. Mais, comme nous l'avions indiqué dans ces colonnes, ces documents étaient faux (comme d'ailleurs ceux, provenant de la même source, qui servent de base aux enquêtes actuelles du Sénat des États-Unis pour incriminer les amis de Jacques Chirac et les collaborateurs de Kofi Annan, également opposés à la guerre). La Haute Cour avait déjà condamné, pour des diffamations similaires, le *Christian Science Monitor*. M. Galloway, qui avait organisé les grandes manifestations contre la guerre en Irak, a été entre-temps exclu du Parti travailliste. Il a indiqué à la presse qu'il utiliserait les indemnités reçues pour financer le renouveau de la gauche britannique autour du parti qu'il vient de créer, Respect. ■

## Colombie, Espagne, Salvador et USA impliqués

# Révélation sur les pays qui ont soutenu le putsch anti-Chavez

**Jorge Castañeda, ancien ministre des Affaires étrangères du Mexique, et Miguel Angel Moratinos, actuel ministre des affaires étrangères d'Espagne, ont révélé que l'Espagne, la Colombie et le Salvador étaient impliqués aux côtés des États-Unis dans le coup d'État avorté qui renversa le président élu du Venezuela, Hugo Chavez, en avril 2002. Ce sont le Mexique et la France qui ont fait obstacle à la reconnaissance internationale des golpistes. Ces confirmations officielles ont fait l'effet d'une bombe en Espagne et dans toute l'Amérique latine.**



Jorge Castañeda, ancien ministre des Affaires étrangères du Mexique

En avril 2002, le Mexique et le Chili ont fait obstruction à la poursuite des initiatives conjointes des États-Unis, de l'Espagne, de la Colombie et du Salvador qui devaient aboutir au coup d'État contre le président vénézuélien Hugo Chavez, a confié l'ancien conseiller présidentiel mexicain Jorge Castañeda au journal *Reforma de ayer* [1].

*« Non seulement nous avons dit « non » (au soutien au président du patronat Pedro Carmona, qui occupa brièvement la présidence à Caracas), mais également, et surtout avec les Chiliens, nous avons fait changer d'avis l'assemblée du Groupe de Rio, et grâce au travail de l'ex-ministre Soledad*

*Alvear ainsi qu'au mien, les présidents du Groupe de Rio ont même décidé de diffuser une déclaration de soutien à l'ordre constitutionnel », a déclaré Castañeda.*

L'ancien ministre mexicain a ajouté que les gouvernements à Washington, Madrid, Bogota et San Salvador étaient à l'origine de plusieurs propositions visant à aider Carmona, bien que de telles initiatives n'aient pas été approuvées par d'autres pays américains ou européens.

*« En effet, les États-Unis et l'Espagne ont proposé au Mexique, au Brésil, à l'Argentine et à la France de signer une déclaration de reconnaissance du gouvernement de Pedro Carmona », a révélé Castañeda, qui en 2002 était chef de la diplomatie du gouvernement formé par le président Vicente Fox.*

Selon cet ancien ministre, peu de temps après l'éphémère coup au Venezuela qui écarta le président Hugo Chavez du pouvoir pendant 47 heures en avril 2002, *« il y eut au Congrès (du groupe latino-américain) de Rio une autre tentative similaire du président du Salvador de l'époque, Francisco Flores, et de celui de Colombie, Andrés Pastrana, pour éviter que Chavez ne revienne au pouvoir. »*

*« Au Congrès de Rio, où ne siégeaient ni les États-Unis, ni l'Espagne, on vit qu'en revanche les représentants d'Amérique centrale, en particulier le président Flores et dans une moindre mesure le président Pastrana, s'efforçaient de faire évoluer la situation en faveur de Carmona », affirme Castañeda, candidat déclaré pour les présidentielles de 2006 au Mexique.*

Concernant l'implication de la Colombie dans le coup d'État au Venezuela, le sociologue colombien Alfredo Molano a assuré au magazine vénézuélien *Panorama* qu'effectivement l'élite de Bogota est toujours motivée pour discréditer le gouvernement du président Hugo Chavez Frias. Suite aux déclarations de l'ancien ministre des Affaires étrangères, M. Molano nous a indiqué par téléphone depuis Bogota : *« Il est certain qu'au-delà du gouvernement de Pastrana, ce sont les chefs d'entreprise qui ont appuyé le coup, notamment les grands syndicats patronaux, par exemple la Federacion de Ganaderos y de Comerciantes. »*

*« Je me souviens clairement que dans cette période la Federacion de Comerciantes a apporté son soutien au coup du Venezuela. À ce moment-là, elle était présidée par celui qui est aujourd'hui ministre de l'Intérieur et de la Justice. »*

*« Les spéculateurs, propriétaires terriens et commerçants, je suis absolument certain qu'ils ont soutenu le coup », résume-t-il. Selon lui, « Ce qui les motive, c'est la peur de Chavez, en raison de la frontière si étendue, en raison de ses idéaux politiques et de son indépendance vis-à-vis des États-Unis. »*

*« La haute société et l'élite de Bogota paniquent rien qu'à entendre prononcer le nom de Chavez, aussi ils le discréditent et se le représentent comme un ennemi potentiel et dangereux. D'où les 40 tanks que voulait acheter Uribe et le renforcement de la frontière. Ainsi, je crois que ce n'est pas simplement le*

*problème de la guérilla à la frontière colombienne, dans la Guajira, Catatumbo, Arauca et autres. Ils craignent beaucoup que la guérilla soit appuyée par les Vénézuéliens. »*

Dans l'actualité, l'attitude de l'élite économique reste identique, mais aujourd'hui elle est représentée par Uribe, assure Molano. *« Il est clair que Uribe ne s'apprête pas à une confrontation violente avec Chavez, mais l'attitude de l'oligarchie, des patrons et de l'aristocratie reste très réfractaire à Chavez, d'autant plus qu'ils sont très liés aux États-Unis. (...) Ici, l'élite économique se fait en permanence la voix des États-Unis »,* explique le sociologue.

Pour sa part, l'ancien président du Salvador et actuel candidat au poste de secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), Francisco Flores, a démenti avoir cautionné le coup d'État perpétré au Venezuela en avril 2002 et a déclaré qu'*« il attendait »* de s'entretenir avec lui à ce sujet.

Dans une revue publiée par le quotidien *La Nacion*, Flores a été interrogé sur son soutien à l'éphémère gouvernement de Pedro Carmona au Venezuela en avril 2002 ? Il a répondu *« Au contraire, nous considérons la renonciation du président Chavez comme le point culminant d'un long processus de polarisation, confrontations et abus des principes démocratiques »*. Néanmoins, le 16 avril 2002, après le retour au pouvoir de Chavez, le gouvernement salvadorien saluait le retour du président constitutionnel et plaidait pour *« la promotion de la démocratie »*.

## **L'ancien ministre des Affaires étrangères mexicain confirme qu'Aznar a soutenu le coup contre Chavez**

Avec l'effet d'une bombe de mille mégatonnes, le Parti Populaire (PP) a pris connaissance aujourd'hui de la révélation de l'ancien ministre des Affaires étrangères mexicain Jorge Castañeda selon laquelle José Maria Aznar et George W. Bush s'activaient en faveur du coup d'État contre Hugo Chavez.

Dans des déclarations téléphoniques à *Radio Formula* reproduites par le quotidien *El País*, Castañeda confirme l'activisme de l'ambassadeur du gouvernement Aznar au Venezuela pendant le coup d'avril 2002, Manuel Viturro. Il indique qu'il a travaillé sans relâche à consolider le coup contre Chavez et la présidence *de facto* de l'entrepreneur Pedro Carmona. *« Je me souviens que l'ambassadeur d'Espagne à Caracas s'activait intensément à consolider ce qui se passait [le coup et les nouvelles autorités] »,* a déclaré Castañeda à Radio Formula. *« Les États-Unis et l'Espagne ont mis le paquet. »*

Les révélations de Castañeda, dont les positions politiques conservatrices ne font aucun doute, interviennent à un moment où le PP a lancé une virulente campagne contre le gouvernement socialiste en raison des déclarations de son ministre des Affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos, selon lesquelles Aznar avait soutenu le coup. La réaction fut si extrême que les principaux leaders populaires ont rompu toute forme de pacte avec le chef du gouvernement, José Luis Rodriguez Zapatero, exigeant de lui qu'il oblige

Moratinos à présenter des excuses publiques ou à démissionner.

Le 1er décembre, le ministre des Affaires étrangères devait s'exprimer devant le Congrès où il a avait annoncé qu'il expliquerait sa manière de procéder. Le débat avait eu lieu en présence d'Hugo Chavez à Madrid pour une visite officielle.

Castañeda a révélé une partie de l'activité de l'ambassadeur espagnol au Venezuela pendant le coup et a ajouté que le Mexique, ainsi que d'autres pays latino-américains avaient refusé d'apposer leur sceau au communiqué conjoint de Washington et Madrid publié le 12 avril, un jour après le coup.

Le document exprimait le souhait d'un rapide retour à la normalité démocratique, mais sans réclamer la réinstallation de Chavez

*« Il y avait l'intention de chercher une déclaration qui, d'une manière ou d'une autre, soutienne, sanctionne, avalise le coup et reconnaisse le nouveau gouvernement »,* selon Castañeda. Bush et Aznar avaient l'intention d'impliquer l'Amérique Latine dans leur plan, mais ils n'y sont pas parvenus. Leurs intentions étaient doubles : un communiqué hispano-étasuno-latino-américain et une déclaration régionale. *« Ils voulaient le faire, sans aucun doute, mais nous autres ne voulions pas nous prêter à ce jeu »,* résumait Castañeda.

Le 13 avril, une fois tous les pouvoirs de l'État dissous, Manuel Viturro et Charles Shapiro, respectivement ambassadeur de Madrid et de Washington, accoururent pour se réunir avec Carmona. Aucun autre ambassadeur ne le fit parce que *« cela demeurait quelque chose d'esthétiquement laid. C'était comme reconnaître un président golpiste. »*, conclut le récit d'*El Pais*.

---

[1] Sur le coup d'État, voir « [Opération manquée au Venezuela](#) » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 18 mai 2002.

# Israël : une rhétorique à double tranchant

## Analyse

La majorité des analystes qui abordent l'avenir de la Palestine reprennent à leur compte le slogan israélien selon lequel « la mort de Yasser Arafat offre une opportunité pour la relance du processus de paix ». L'on comprend aisément que des diplomates se prêtent à ce jeu en espérant prendre l'administration Sharon à son propre piège : puisque vous prétendiez qu'Arafat vous empêchait de conclure la paix, sa mort vous prive de votre seule excuse. Cependant cette manière de s'exprimer avalise la rhétorique israélienne, ce qui ne peut constituer le point de départ d'une médiation.

Ainsi Javier Solana, ancien secrétaire général de l'OTAN et actuel secrétaire général de l'Union européenne, assure aux lecteurs argentins de *Clarín* qu'il se rend à Gaza pour mettre à profit cette « opportunité » (anglicisme pour « occasion »).

Beaucoup plus subtil, le ministre espagnol des Affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos, rappelle aux lecteurs israéliens de *Ha'aretz* que leurs deux pays ont noué des relations diplomatiques lorsqu'ils sont devenus des démocraties. Une manière délicate de signifier qu'aux yeux de l'Espagne, Israël était une démocratie à l'époque de Peres et Rabin (et éventuellement de Barak), ni avant, ni aujourd'hui.

James Baker III, quant à lui, se préoccupe exclusivement de stabiliser la région pour garantir un accès facile à son pétrole. De ce point de vue, les États-Unis auraient intérêt à imposer rapidement la solution à deux États, conclut-il dans le *New York Times*. Cependant, M. Baker, qui fréquente plus les palais que les peuples, ne semble pas mesurer que ce projet, imaginé par Arafat lors des Accords d'Oslo, est aujourd'hui dépassé.

Le complexe militaro-industriel s'inquiète de ne plus maîtriser le discours des



néo-conservateurs à propos d'une « nécessaire » expédition en Iran.

Borut Grgic de l'Atlantic Council affirme, dans l'*International Herald Tribune*, que si l'objectif est d'empêcher une dictature de détenir l'arme nucléaire, au vu des **accords sino-iraniens**, il est plus facile de démocratiser l'Iran que de le dénucléariser.

Dans le même quotidien, James Dobbins de la Rand Corporation exprime son exaspération face à la politique hésitante de Washington. Aucune action concrète n'est conduite pour contraindre Téhéran à dénucléariser. Les sanctions économiques ont déjà été prises (et les nouveaux accords sino-iraniens rendent caduques par avance des sanctions onusiennes). Il convient donc de cesser les menaces et, au contraire, de négocier pour utiliser l'influence des mollahs en Irak.

Michael Hoffman, président d'une association de vétérans contre la guerre en Irak, note dans le *Guardian* qu'il ne peut condamner son ex-collègue qui a abattu un Irakien sans défense devant une caméra de télévision. Nul ne connaît le contexte immédiat de l'événement et ne peut donc juger de la responsabilité du Marine. Mais, tous connaissent le contexte général d'une guerre pour le pétrole et peuvent donc juger la responsabilité de ses commanditaires. Enfin, Jeffrey D. Sachs, conseiller du secrétaire général de l'ONU, observe dans le *Daily Star* et le *Taipei Times* que la presse états-unienne n'a pas accordé d'écho à l'étude du *Lancet* montrant que la première année de guerre avait fait au moins 100 000 morts civils. Tout se passe comme si les pertes civiles irakiennes n'avaient aucune importance pour les États-Uniens.

Réseau Voltaire

## Javier Solana



Ancien ministre socialiste espagnol des Affaires étrangères (1992-1995) et ancien secrétaire général de l'OTAN (1995-1999), Javier Solana est le haut représentant de l'Union européenne pour la Politique étrangère et de sécurité commune

### « L'Union européenne aidera les Palestiniens »

Source : Clarin

Référence : « La Unión Europea ayudará a los palestinos », par Javier Solana, *Clarin*, 2 décembre 2004.

La disparition de **Yasser Arafat** peut apporter l'espérance de la paix et de la constitution d'un État palestinien avec l'appui de la communauté internationale et en particulier de l'Union européenne. Les rencontres que j'ai faites à Rammalah me confirment qu'il s'agit d'une espérance fondée, la volonté des dirigeants palestiniens de relancer l'espoir d'un État palestinien est en effet très claire.

Des élections ont été convoquées et elles auront lieu sous 60 jours. Le bon déroulement de ce scrutin est essentiel car le peuple palestinien a besoin d'un gouvernement solide et légitime pour faire face aux défis que sont le rétablissement de la sécurité et la reconstruction économique. Il est important

(PESC).

que la violence cesse car ce n'est qu'ainsi que naîtra l'État palestinien. Israël, qui affirmait avoir perdu l'espoir de trouver un partenaire pour la paix, ne doit pas perdre l'occasion qui se présente et doit faire un geste de bonne volonté en direction de l'Autorité palestinienne en s'appuyant sur le retrait de Gaza. La communauté internationale doit soutenir les deux parties dans cette voie et l'Union européenne doit aider l'Autorité palestinienne à mener ses réformes. C'était le sens de ma visite à Rammalah.

## Miguel Angel Moratinos



Ancien envoyé spécial européen pour le processus de paix israélo-palestinien, Miguel Angel Moratinos est ministre socialiste espagnol des Affaires étrangères.

### « Un passé commun : l'Espagne et Israël »

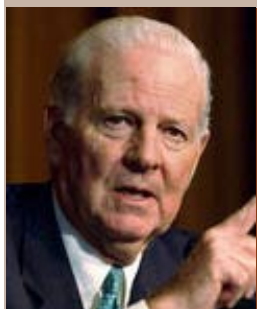
Source : Ha'aretz

Référence : « A shared past : Spain and Israel », par Miguel Angel Moratinos, *Ha'aretz*, 2 décembre 2004.

Le 17 janvier sera l'anniversaire de l'ouverture des relations diplomatiques entre l'Espagne et Israël. C'est l'occasion de rappeler l'histoire commune de nos deux peuples et l'importance du judaïsme dans la culture de l'Espagne, cet héritage est important pour l'Espagne. Quand **Shimon Peres** et **Felipe González** ont établi des relations diplomatiques entre nos pays en 1986, ils ne faisaient qu'officialiser des relations construites par l'Histoire. Cette officialisation n'a été possible qu'une fois que les deux pays sont devenus des démocraties. Cette relation a été marquée par de nombreux gestes symboliques, mais les symboles n'ont pas été seuls et la coopération s'est établie dans de nombreux domaines. L'Espagne a travaillé continuellement dans les forums multilatéraux pour intégrer Israël dans l'ère méditerranéenne commune et ce n'est pas un hasard si le « processus de Barcelone » a eu lieu pendant la présidence espagnole de l'Union européenne. Le processus de Barcelone est l'un des forums où Israël siège avec ses voisins arabes. Ces dix dernières années, nos relations bilatérales n'ont cessé de s'accroître et l'an dernier nos relations commerciales ont augmenté de 9 %. Nous voulons continuer à améliorer nos relations. L'an prochain, nous commémorerons le dixième anniversaire de la mort d'Isaac Rabin. Nous nous en souviendrons et nous ferons tout, nous qui partageons ses valeurs, pour assurer une coexistence pacifique au Proche-Orient.



## James A. Baker III



James A. Baker III a été secrétaire d'Etat (1989-1992) dans l'administration de George Bush père . Il est, comme l'ancien président, administrateur du Carlyle group. Il est chargé de négocier avec les créanciers de l'Irak les dons à la reconstruction et l'annulation de la dette irakienne.

### « Parler de notre chemin vers la paix »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « Talking Our Way to Peace », par James A. Baker III, *New York Times*, 2 décembre 2004.

« Getting peace back on track », *International Herald Tribune*, 3 décembre 2004.

La réélection de **George W. Bush** et la mort de **Yasser Arafat** nous offrent une opportunité de relancer le processus de paix entre Arabes et Israéliens. Le président devrait poursuivre son objectif de diffusion de la démocratie au Moyen-Orient, mais il doit aussi promouvoir la paix entre Arabes et Israéliens car cela amènerait de la stabilité dans la région. La stabilisation de l'Irak et la reprise des négociations entre Israéliens et Palestiniens doivent aller de paire, la paix passe par Bagdad et Jérusalem en même temps.

Il existe un large consensus en faveur de la solution des deux États et seuls les extrémistes des deux camps sont favorables à un seul État. Un État unique serait la fin d'Israël comme État juif et démocratique et marquerait la fin du rêve palestinien d'un État indépendant frontalier d'Israël. Pour reprendre les négociations, Israël doit disposer d'un partenaire et celui-ci ne peut émerger que d'élections libres. Les candidats devront renoncer au terrorisme et appeler leurs partisans à faire de même. En échange, Israël devra accepter une reprise des négociations même si le terrorisme n'est pas éradiqué et il devra laisser une liberté de mouvement maximal pour aider au succès des élections.

Les États-Unis doivent pousser Israël à arrêter la construction de colonies et pousser les deux camps à la reprise des discussions. Il faut enfin que l'administration Bush s'assure que le plan d'**Ariel Sharon** de retrait de Gaza ne vise pas à la création de « Bantoustan ».

## Borut Grgic

Borut Grgic est chercheur en détachement de l'Atlantic Council, analyste politique à la School of International Service à Washington et ancien chercheur du Center for Strategic and International Studies. Il est conseiller en politique étrangère auprès du ministère des Affaires étrangères slovène.

### « Il y a des choses pires qu'un Iran nucléaire »

Source : International Herald Tribune

Référence : « There are worse things than a nuclear Iran », par Borut Grgic, *International Herald Tribune*, 2 décembre 2004.

Tout le monde se focalise sur le potentiel nucléaire de l'Iran, mais il pourrait y avoir un scénario bien pire. Convaincre l'Iran de rester un État non-nucléaire est un objectif important de sécurité transatlantique et Washington et l'Europe devrait travailler ensemble pour s'assurer que les mollahs respectent l'accord de l'**Agence Internationale de l'Energie Atomique** (AIEA). Toutefois, si l'Iran ne

respecte pas cet accord, il est douteux que l'Europe et les États-Unis utilisent l'option militaire. La menace nucléaire iranienne n'est pas imminente et l'objectif de la stratégie euro-américaine pour l'Iran devrait être avant toute chose sa démocratisation et son intégration, pas forcément sa dénucléarisation. Si le prix à payer pour un Iran démocratique et de le laisser développer une petite capacité nucléaire, qu'il en soit ainsi.

De toute façon, il n'existe pas de bonnes options militaires. Une attaque n'aurait pas le soutien de l'ONU et l'invasion de l'Irak montre qu'une victoire militaire ne permet pas une transformation d'un pays en démocratie et en économie de marché. Une frappe ciblée sur les sites nucléaires ne calmerait pas l'obsession iranienne pour la bombe et isolerait les réformistes. Cela saperait tous les efforts de démocratisation du Moyen-Orient. Le point central d'une stratégie vis-à-vis de l'Iran doit être la préservation du processus de réforme et le renforcement des forces pro-occidentales dans le pays. En outre, vu le prix du pétrole aujourd'hui, des sanctions contre l'Iran fragiliseraient l'économie mondiale. Si l'Europe perd le gaz iranien, la position de la Russie sera renforcée tandis que **l'économie états-unienne est trop fragile pour perdre le pétrole iranien**. De toute façon, **la Chine s'opposerait aux sanctions**.

L'administration Bush ne semble pas prête à tolérer un Iran nucléaire. À Washington, on pense que la menace à moyen terme d'un Iran nucléarisé surpasse les bénéfices à long terme d'un Iran démocratique. Cette analyse n'est pas pertinente et l'Europe doit appliquer sa propre stratégie.

## James Dobbins



James Dobbins est directeur de la Rand Corporation. Il a été l'envoyé spécial de l'administration Bush en Afghanistan et il avait supervisé auparavant les opérations de maintien de la paix au Kosovo, en Bosnie, en Haïti et en Somalie.

### « En Iran, les États-Unis ne peuvent pas rester sur la touche »

Source : International Herald Tribune

Référence : « In Iran, the U.S. can't stay on the sidelines », par James Dobbins, *International Herald Tribune*, 2 décembre 2004.

Quand les États-Unis vont-ils faire quelque chose à propos du programme nucléaire iranien ? Alors que Téhéran ne cesse d'être plus près de posséder l'arme atomique, Washington n'a pas offert de nouvelles concessions ou menacé de nouvelles sanctions. Lors de la conférence de Charm-El-Cheikh, **Colin Powell** et **Kamal Kharrazi** ont dîné ensemble sans que le secrétaire d'État n'ait même évoqué la question nucléaire. La politique états-unienne consiste à rappeler la menace et à demander aux autres de faire quelque chose à ce propos. Le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne ont fait une proposition à l'Iran, les États-Unis n'ont rien fait. Washington n'est pas prêt à négocier sur les limites du programme nucléaire iranien et il ne peut pas menacer de sanction économiques car elles existent déjà. Alors que les États-Unis ont négocié avec la Libye et la Corée du Nord dans un cadre multilatéral, ils ont adopté une approche unilatérale pour l'Iran. Les responsables états-uniens affirment qu'avec l'Union européenne ils jouent au jeu du « méchant flic, gentil flic », mais si l'Europe offre effectivement une carotte, les États-Unis ne brandissent pas de bâton : ils ne peuvent pas envahir l'Iran faute de troupe et des frappes

sur les sites connus ne feraient qu'accroître l'activité des sites clandestins. En outre, l'agressivité contre l'Iran est contre-productive car ce pays peut nous aider à stabiliser l'Afghanistan et l'Irak. Il a déjà une action bénéfique en Afghanistan, mais son attitude est plus ambiguë en Irak. Si nous avions négocié avec l'Iran, cela n'aurait pas fait empirer les choses et c'est désormais ce que nous devons faire.

## Michael Hoffman

Marines états-unien ayant participé à la guerre contre l'Irak, Michael Hoffman est co-fondateur de Iraq Veterans Against the War.

### « Les civils que nous avons tué »

Source : The Guardian

Référence : « The civilians we killed », par Michael Hoffman, *The Guardian*, 2 décembre 2004.

Sur la route de Bagdad, j'ai vu de nombreux corps, la plupart dans des vêtements civils. Chaque fois qu'une voiture s'approchait de moi, j'imaginai qu'une arme allait être braquée sur moi. Quand l'ennemi n'est pas clair, tout le monde devient l'ennemi.

Je ne jugerai pas le Marines qui a abattu un civil irakien, je ne sais pas ce qui se passait autour de lui et je sais ce que le stress peut faire faire. Par contre, ceux qui l'ont mis dans cette situation devront répondre de leurs actes. Après avoir passé trop de temps à regarder CNN, les gens aux États-Unis ont oublié ce qu'est vraiment la guerre. Je sais, et les soldats en Irak le savent, que cette guerre n'a pas de rapport avec la défense de mon pays, les armes de destruction massive ou la démocratie, la raison d'être de cette guerre est le pétrole. Les soldats états-uniens, eux, se battent pour une seule raison : revenir en vie. Avec une telle optique en tête, il est facile de considérer l'autre comme un inférieur. Ceux qui ont commis des actes atroces les traîneront toute leur vie. Ceux qui nous y ont envoyé, n'auront pas à traîner ça. C'est pourquoi ils doivent être jugés.

## Jeffrey D. Sachs



Jeffrey D. Sachs est directeur du Earth Institute de l'Université de Columbia et un conseiller

### « Les morts de civils irakiens ne suscitent pas d'échos aux États-Unis »

Source : Daily Star

, Taipei Times

Référence : « Iraq's civilian dead get no hearing in the United States », par Jeffrey D. Sachs, *Daily Star*, 2 décembre 2004.

« Iraq's civilian war dead are not leaving any impact in the US », *Taipei Times*, 3 décembre 2004.

Les preuves s'accumulent que la guerre de l'Amérique en Irak a tué des dizaines

de Kofi Annan dans le cadre du programme des « Buts du millénaire » de l'ONU. Il a été conseiller économique de nombreux pays d'Amérique latine.

de millions de civils irakiens et peut-être plus de 100 000. Pourtant, ce carnage est systématiquement ignoré par les États-Unis où les médias et le gouvernement présentent une guerre sans morts civils irakiens, seuls les insurgés meurent.

Au mois d'octobre, le journal médical britannique *The Lancet* a publié une étude démontrant qu'il y avait 100 000 civils irakiens morts en plus cette année en comparaison des années précédant l'invasion. La plupart de ces personnes sont mortes à cause des bombardements états-uniens. Les réactions états-uniennes furent aussi spectaculaire que l'étude : le 29 octobre, le *New York Times* lui réserva un article de 770 mots en page 8, le *Washington Post*, un article de 758 mots en page 16. Les reportages sur les bombardements de Falloudja furent du même acabit, présentant les bombardements sur les civils comme des attaques contre les positions rebelles et la question des morts civiles ne fut même pas abordée.

La violence n'est qu'une des raisons de l'augmentation du nombre de mort et l'absence de service public a des effets sur la santé des enfants. Les agences humanitaires ont été incapables de soigner les blessés de Falloudja. Encore une fois, les journaux états-uniens n'en ont pas fait mention. De même, les images d'un soldat états-unien abattant d'une balle dans la tête un Irakien n'a pas fait beaucoup de bruit aux États-Unis où le *Wall Street Journal* a expliqué que de toute façon, les ennemis des États-Unis faisaient pire. Comme si cela pouvait être une excuse.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paieement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .